

54% de Burundais "insatisfaits" des conditions de vie, selon Afrobaromètre

PANA, 28 avril 2013 Bujumbura, Burundi - Les résultats d'un sondage de Afrobaromètre fait état de 54% de Burundais qui jugent que les conditions de vie du pays sont "très mauvaises" du fait surtout de l'insuffisance alimentaire. Afrobaromètre est un réseau de chercheurs africains, "indépendants, non partisans qui enquêtent dans les pays africains sur les attitudes publiques envers la démocratie, la gouvernance, l'économie ou encore le leadership", selon le représentant de cette institution panafricaine du sondage au Burundi, Christophe Sebudandi. Dans le cas du Burundi, Afrobaromètre en est à son second travail du genre dont les résultats ont été obtenus sur la base d'un échantillon de 1.200 adultes, avec une marge d'erreur d'environ 3% pour un intervalle de confiance de 95%, peut-on lire dans le document des résultats du sondage. L'insuffisance alimentaire affecte "gravement" les familles car plus de 65% de Burundais disent qu'à plusieurs reprises pendant l'année écoulée, ils n'ont pas pu avoir une nourriture suffisante pour manger à leur faim. Dans d'autres domaines, comme la sécurité, 70% de la population affirment ne pas avoir eu de craintes sécuritaires dans les villages ou les villes durant les 12 derniers mois. Concernant la redevabilité des élus envers les électeurs et la séparation des pouvoirs, le sondage montre que les Burundais, "dans leur immense majorité", souhaitent que les autorités publiques rendent compte à la population. Les Burundais soutiennent encore la séparation effective des différents pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) et l'indépendance de chacun vis-à-vis de l'autre. Par ailleurs, 72% de Burundais se prononcent contre la liste bloquée pour l'élection de députés en vue d'une meilleure démocratie. Dans l'ensemble, le sondage révèle que les Burundais sont assez pessimistes sur les conditions de vie actuelle et futures en se fondant sur la pauvreté, l'exclusion sociale, la criminalité et la corruption. Les performances gouvernementales pour faire face aux différents problèmes économiques sont jugées à la fin comme "mauvaises".